

DEUX REPRESENTANTS ARGENTINS TUÉS DANS LA GUERRE

(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

Anvers, 7 octobre 1914.

Il y a eu deux victimes – pour autant que nous sachions jusqu’à présent –, dans les rangs des ressortissants de la République argentine, lors de l’actuelle guerre européenne, que moi j’appelle « *le Déluge universel de sang* ».

(...) la seconde est le vice-consul et chancelier du consulat général argentin à Anvers, tué par un obus pendant la première nuit du bombardement de cette ville.

Notre pays a donc commencé à payer son tribut de sang à cette lutte féroce entre l’autocratie mal camouflée et les principes d’indépendance et de liberté. Et cette douloureuse contribution ne sera malheureusement pas la seule ...

*

Voici, synthétisés, les détails sur la mort de Monsieur Julio Lemaire, le malheureux chancelier à notre consulat général d’Anvers :

Monsieur Lemaire, ex-capitaine dans l’armée hollandaise, une personne très instruite et cultivée, occupait son poste depuis

plus de vingt ans, en faisant preuve de compétences exceptionnelles. Il maîtrisait plusieurs langues mais, lors de son entrée en fonction, il développa spécialement la connaissance de l'espagnol – et parvint à le pratiquer à la perfection – afin d'être le plus efficace possible pour le pays au service duquel il était. Tous les Argentins, qui ont eu recours à lui, déclarent qu'il était un homme parfaitement affable et qu'il se mettait en quatre pour aplanir les difficultés se posant à eux ; les consuls, quant à eux, bénéficièrent d'un chancelier extrêmement ponctuel, bien informé et diligent, d'un auxiliaire de premier ordre et d'un conseiller on ne peut plus avisé. Il frisait les 55 ans.

Quand les Allemands entreprirent le siège d'Anvers, alors que l'immense majorité de la population fuyait, se réfugiant dans les pays voisins, Monsieur Lemaire, qui habitait avec sa famille dans la rue du Palais au numéro 40, envoya les siens en Hollande ; malgré leurs suppliques obstinées et les conseils de ses amis, il refusa de les accompagner, résolu comme un bon soldat à rester à son poste, bien que le bombardement fût imminent, aux ordres de notre consul général, Monsieur Augusto Belin Sarmiento ; ce dernier, comme ses collègues des Etats-Unis et d'Espagne, ne trouvèrent pas séant de suivre la débandade – tout à fait justifiée – du corps consulaire, affirmant une fois de plus la noblesse de la mère patrie

et de nos frères aînés d'Amérique.

Ces trois consuls généraux – soit dit en passant – accompagnèrent sous les obus le bourgmestre d'Anvers jusqu'aux lignes ennemies, quand ce magistrat, abandonné dans sa ville, alla dire au général allemand qu'Anvers était sans défense et qu'il la bombardait inutilement ...

Le mercredi 7 octobre, pendant la soirée, avait commencé le bombardement, qui dura trente-six heures et qui fit à Anvers de si grands dégâts ; pas aussi importants – Dieu merci ! – que ceux qui ont réduit en cendres tant d'autres villages et villes que j'ai vus rasés, ce que je raconterai quand je ne serai pas pris par le temps.

Monsieur Lemaire, suivant donc un mauvais réflexe, fort répandu dans toute la Belgique, alla se réfugier dans la cave de sa maison.

Il y vivait en compagnie d'une seule vieille servante, qui n'avait pas voulu accompagner la famille dans son exode et ne voulut pas davantage, malgré la terrible urgence, suivre son patron dans la cave ...

Soudain, un obus allemand perfora la toiture de la maison voisine, le plancher de deux étages et, traversant le gros mur mitoyen, vint exploser précisément à l'endroit où se trouvait Monsieur Lemaire, qu'il foudroya.

Le fracas de l'explosion fut tel que la

servante s'enfuit, épouvantée.

Le lendemain, le consul général, qui se rendit sur la scène du drame, ne put que constater le décès et faire part de ce qui était arrivé au gouvernement argentin.

C'est ainsi que mourut un loyal serviteur de notre patrie.

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

Il s'agit d'un extrait de PAYRO, « *Dos representantes argentinos muertos en la guerra* », in LA NACION ; 17/11/1914.